



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2013-DLP/BUPE- 61 du 04 MARS 2013

mettant en demeure la société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de respecter les dispositions de l'article 12 et du point 6 de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sous les délais prescrits dans le présent arrêté.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, titre Ier du livre V et notamment l'article L514-1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2013-A- 06 du 14 février 2013 portant délégation de signature en faveur de M. Olivier du CRAY, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le courrier en date du 8 octobre 2012 dans lequel le Préfet de Moselle a donné acte à l'exploitant de son droit d'antériorité d'exploiter une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, qui a eu pour conséquence de classer l'ensemble du site à autorisation au titre de la législation des installations classées sous la rubrique 2760-2 de sa nomenclature ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU les visites d'inspection réalisées par l'Inspection des Installations Classées en date du 7 et du 21 février 2013 sur le site de la société KLV TERRASSEMENT à BOURGALTROFF ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 1^{er} mars 2013;

CONSIDERANT que la société KLV TERRASSEMENT exerce l'activité de stockage d'amiante lié à des matériaux inertes ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé s'appliquent à cette activité ;

CONSIDERANT que lors de cette visite, il a été constaté que :

- Le casier de stockage de déchets d'amiante lié en cours d'exploitation ne comporte pas de digue sur la totalité de son périmètre,
- Les déchets d'amiante liés présents ne sont pas totalement recouverts quotidiennement.

CONSIDERANT que de ce fait, la société KLV TERRASSEMENT ne respecte pas les dispositions de l'article 12 et du point 6 de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 ;

CONSIDERANT que ces non-respects sont de nature à engendrer la mise en suspension de poussières d'amiante ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} :

La société KLV TERRASSEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 et du point 6 de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux sous les délais suivants :

- article 12 : 3 mois,
- point 6 de l'annexe VI : 7 jours.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de CHÂTEAU-SALINS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de BOURGALTROFF, où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Metz-campagne
Secrétaire Général adjoint de la préfecture

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the bottom.

François VALEMBOIS